

UNE DYNASTIE
AMÉRICAINE

les
Rockefeller

Peter Collier
David Horowitz

SEUIL

eues de les effectuer. Cette mesure est conforme à la politique que votre grand-père Rockefeller avait adoptée à l'égard de ses propres enfants — et grand-père et moi avons toujours été très sensibles aux responsabilités que qu'elles fournissent de vivre utilement et de rendre à l'humanité des services désintéressés, devraient être partagées avec les représentants de la génération montante dès que ceux-ci ont acquis la maturité suffisante... »

En se défaisant ainsi de sa fortune, Junior avait agi plus hâtivement qu'il ne l'eût souhaité, mais les nouvelles lois du New Deal, en matière de succession auraient rogné plus de 70 % de l'héritage s'il était mort sans l'avoir fait. C'est en 1934 également que la nouvelle loi dite des « Securities and Exchange » exigea de toutes personnes possédant 10 % et plus des actions d'une société qu'elles déclarent l'étendue de leurs avoirs. Après avoir ainsi effectué les « Dépôts 1934 » (comme on les appela), Junior s'était défait d'une quantité suffisante de ses actions de la Standard du New Jersey et de la Standard de Californie pour échapper à la déclaration prévue par la fameuse loi.

Même si le moment avait été dicté par des circonstances extérieures, la transmission de la fortune d'une génération à l'autre se serait faite de toute façon. Instant décisif pour la dynastie Rockefeller, tous en avaient conscience, les fils comme le père. L'événement sembla même inciter Nelson, en particulier, à redoubler d'énergie. Depuis son entrée au 26 de Broadway, celui-ci était devenu administrateur du Rockefeller Center; il s'agissait à présent de louer les bureaux, dans la conjoncture défavorable de la crise. Nelson s'y lança à corps perdu.

Période difficile pour essayer d'attirer des locataires! L'Empire State Building lui-même (avec Al Smith pour président et un ascenseur fait exprès pour emmener les touristes voir le toit d'où King-Kong abattait des avions de combat¹) n'était utilisé qu'aux deux tiers. Mais Nelson réussit de façon si spectaculaire que son concurrent dans le domaine de l'immobilier, August Heckscher, déposa plainte contre lui, exigeant 10 millions de dollars de dommages et intérêts : il accusait Nelson d'avoir versé de l'argent pour lui enlever des locataires, et de leur avoir proposé des loyers si avantageux qu'ils ne couvriraient même pas les impôts immobiliers, les intérêts de l'investissement et les frais généraux des immeubles du Centre. Mais Nelson, qui mesurait parfaitement l'importance qu'il y avait à faire triompher l'aventureux pari de son père, continua à aller de l'avant, utilisant ses remarquables talents pour remplir les locaux vides et se faire des amis — par exemple, le jeune George Meany², dirigeant du syndicat new-yorkais du bâtiment, qui

1. Orang-outang gigantesque qui, dans un film célèbre, se réfugie au sommet de l'Empire State Building, tenant prisonnière dans une de ses mains une frêle Américaine qu'il a enlevée. (N.d.T.)

2. Le syndicaliste George Meany réalisa la fusion entre deux grands syndicats rivaux, l'AFL et le CIO, dont il devint le président en 1955. (N.d.T.)

maintint l'entreprise à l'abri de toute grève et devint par la suite un contact politique important. Il s'arrangea même pour apaiser la tempête soulevée par la peinture murale de Diego Rivera, seul incident survenu pendant la construction du Rockefeller Center¹.

Nelson, devenu le spécialiste des relations publiques du Centre, semblait prendre plaisir à prononcer, selon la description d'un journaliste du *New Yorker*, « de gracieux petits discours, à la manière d'un entraîneur de basket de lycée qui aurait particulièrement bien réussi », pour les inaugurations successives des bâtiments et des rues qui les séparaient. Si le Centre trouva le moyen de se tirer d'affaire dans la sombre conjoncture économique de 1938, d'abord sans pertes puis, même, avec profits, ce fut en grande partie grâce à Nelson. En récompense, Junior l'en nomma président.

Lorsqu'il se lançait dans une entreprise, Nelson faisait toujours preuve d'une énergie apparemment inépuisable. Il était capable de se consacrer à plusieurs activités à la fois et de s'arranger pour établir un lien entre elles, si différentes qu'elles fussent au départ. C'est ainsi qu'en même temps qu'il s'engageait à fond dans les affaires familiales au Rockefeller Center, il évoluait également à l'avant-garde du mouvement artistique. Depuis sa première année universitaire, il partageait la passion de sa mère pour l'art moderne; par ailleurs, il avait acheté à Sumatra, pendant son voyage de noces, la première pièce (un manche de couteau en forme de tête réduite) de ce qui allait devenir la plus belle collection d'art primitif de tout le pays. Peu après son retour à New York, sa mère l'avait fait entrer au comité consultatif du Musée d'art moderne (MOMA). A l'époque, il tentait de réussir hors du Bureau familial et, peut-être en réaction contre l'aversion bien connue de son père pour le modernisme, il s'était engagé à fond dans cette voie; il avait dénoncé les querelles intestines qui sévissaient dans l'administration du Musée et s'était fait élire à son conseil en 1932. (Il devait dire plus tard : « C'est au Musée d'art moderne que j'ai acquis mes talents politiques. ») Abby, en sa double qualité de mère et de fondatrice, avait l'œil sur la carrière artistique de son fils; en 1935, il devint trésorier du Musée et, quatre ans plus tard, il fut élu président.

Certains membres du conseil d'administration mettaient en doute son sens esthétique, sursautaient quand ils l'entendaient appeler la collection permanente « les trucs d'en bas », et supportaient mal de voir des spécialistes de la

1. Le célèbre artiste mexicain avait d'abord été pressenti par Nelson pour réaliser les peintures murales du Centre. Nelson possédait plusieurs de ses toiles, et Rivera était fort apprécié d'Abby; il avait réalisé un portrait de Babs jeune fille auquel elle attachait beaucoup de prix. Mais Nelson réagit vivement devant ce qui prenait l'allure d'une satire du capitalisme : piliers de tripot dégenérés, filles pitoyables au dernier stade de la syphilis, capitalistes rapaces. La goutte d'eau qui fit déborder le vase (du fait de l'anticommunisme virulent du jeune Nelson) fut l'insertion dans l'œuvre d'un grand portrait de Lénine. Il tenta d'obtenir la suppression de cette image scandaleuse. Devant le refus de Rivera, Nelson Rockefeller essaya de faire enlever l'œuvre et de la placer au Musée d'art moderne. Il échoua. La crise éclata; l'œuvre de Rivera fut retirée du Centre, mais Nelson parvint à convaincre les New-Yorkais qu'il avait été plus que raisonnable, et il fit preuve ensuite d'assez de bonne volonté envers Rivera pour bientôt renouer avec lui des liens d'amitié.

rationnalisation et de l'organisation commerciale et industrielle venir fourrer leur nez, à sa demande, dans le fonctionnement du Musée; mais ils ne pouvaient s'empêcher d'admirer la façon dont il suscitait des adhésions et élargissait les assises du MOMA. En 1939, lorsque le Musée s'installa définitivement dans les locaux de la 54^e Rue (par un autre effet de la générosité des Rockefeller), l'inauguration solennelle fut marquée par un discours de Franklin D. Roosevelt, retransmis à la radio, et par un autre de Nelson A. Rockefeller — qui s'arrangea pour ne pas préciser que le MOMA existait depuis dix ans et avait déjà connu avant lui d'autres présidents¹.

Les affaires artistiques et l'art des affaires se confondaient souvent lorsque Nelson se rendait à des conférences internationales et rentrait tout chargé de trésors. En 1937, lors de son premier voyage au Pérou, le bimoteur qu'il avait frété était tellement bourré d'objets d'art qu'il eut quelque difficulté, au retour, à passer les cols élevés des Andes. Trois ans plus tard, lorsqu'il rendit visite au président mexicain Cárdenas pour discuter des expropriations de la Standard Oil, il se présenta non comme « el principe de Gasolina » (le prince du Pétrole, comme l'avait surnommé la presse mexicaine), mais comme le président du Musée d'art moderne, venu en visite au Mexique afin d'organiser à New York une exposition sur les origines de la culture mexicaine.

La vie de Nelson était exceptionnellement intégrée aux valeurs Rockefeller. Tôt ou tard, il était inévitable qu'il fût attiré vers les puissantes sociétés pétrolières avec lesquelles sa famille continuait d'entretenir des liens discrets. En 1934, au moment de son retour au bercail familial, il était entré à la Chase sur le conseil de Debevoise, afin de se familiariser avec son fonctionnement et de comprendre comment elle s'adaptait à toute la gamme des intérêts de son père.

Mais ce qui intéressait réellement Nelson à la Chase, c'était le département étranger et les relations avec la politique internationale et les sociétés pétrolières. Son père avait refusé de répondre à toute correspondance concernant la Standard; il avait tout fait pour accréditer l'idée fallacieuse que, sauf en cas de crise morale extraordinaire — comme l'affaire Stewart² — les Rockefeller étaient dans la Standard de simples actionnaires sans influence particulière³.

1. Dans son histoire du MOMA, le critique d'art Russell Lynes écrit : « Il est indubitable que les Rockefeller furent la famille régnante du Musée et que la dynastie, présente dès la naissance du Musée... est toujours là. » Après Nelson, David reprit en effet la présidence du Musée, puis Blanchette, la femme de JDR. La famille était admirablement placée pour imprimer son sceau sur le développement de l'art moderne en Amérique et favoriser la carrière des artistes qu'elle protégeait et dont elle collectionnait les œuvres, tout en contribuant à établir certaines normes esthétiques. Outre les relations que lui procurerait le MOMA et d'autres musées, la famille était bien placée pour maintenir la cote des toiles qu'elle possédait, comme on s'en aperçut lors de l'enquête à laquelle fut soumis Nelson pour confirmer sa nomination à la vice-présidence des USA : il reconnut que la valeur de sa collection atteignait, au bas mot, 33 millions de dollars.

2. Stewart était le dirigeant de l'Indiana entré en rébellion ouverte contre la famille et finalement écrasé par elle. (N.d.T.)

3. Dans l'une des lettres qu'il envoyait périodiquement à tous ses fils, Junior écrivit : « De

Nelson n'avait pas oublié pourtant les visites des présidents des diverses sociétés de la Standard à la 54^e Rue et leurs longues discussions avec Junior. Au cours de ces réunions privées, Junior n'avait jamais caché qu'il était en fait le patron; Nelson lui-même n'avait donc aucun scrupule à utiliser les relations de la famille et la puissance qu'elles lui conféraient.

Au cours de son apprentissage à la Chase, il se lia avec Joseph Rovensky qui, en tant que responsable du département étranger de la banque, connaissait les principaux dirigeants des cartels internationaux contrôlant les marchés de matières premières. Rovensky était également bien introduit auprès des importantes personnalités du monde du pétrole. Lorsque Nelson se rendit à Londres comme représentant de la Chase, en 1935, Rovensky l'aïda à nouer des contacts et observa avec satisfaction comment son jeune protégé commençait à manipuler les entreprises dépendant de la sphère d'influence familiale, d'une manière que son père n'eût pas osé adopter aussi ouvertement. Lorsque Fred Gehle, vice-président de la Chase, le pria de faire transférer à la banque les comptes des sociétés de la Standard Oil, Nelson répondit : « J'ai discuté longuement avec lui [le trésorier de la Standard du New Jersey], hier, il se prépare à transférer, petit à petit, une vingtaine de comptes de leurs succursales à la Chase National Bank... A mon retour d'Europe, je m'occuperai, avec la Socony Vacuum [Standard de New York], de l'éventualité d'un lien plus étroit... »

Les discussions parmi les grands pétroliers internationaux, dans leurs réunions de Londres et de Paris, portaient sur les fabuleux gisements du lac Maracaibo, qui firent du Venezuela, en un tournemain, le premier producteur mondial de pétrole après les États-Unis. Plus de cent sociétés étaient en compétition pour le brut vénézuélien, mais à la fin il n'en resta plus que trois qui s'assurèrent le contrôle à 99 % de la production : la Standard du New Jersey (qui avait acquis les biens de la Standard d'Indiana à la suite de la bataille contre Stewart) avec 49 % de la production; Shell avec 36 % et la succursale de la Gulf avec 14 %. Le plus grand producteur vénézuélien était, de très loin, la Creole Petroleum, joyau de la couronne dans la constellation de la Jersey. C'est cette Société qui intéressait Nelson. Il demanda à son père d'échanger des actions de la Standard, qui figuraient dans son dépôt personnel, contre des actions de la Creole Petroleum en nombre suffisant pour lui permettre de devenir un actionnaire de poids et entrer ainsi au conseil d'administration.

temps à autre, mon père recevait, comme moi, des requêtes de tous ordres émanant tantôt d'actionnaires et d'anciens cadres de l'une ou plusieurs des sociétés de la Standard, tantôt de gens qui avaient l'impression, d'une façon ou d'une autre, d'avoir été lésés par les agissements des dirigeants ou des représentants de ces sociétés. Père n'a jamais entrepris de répondre directement à ces demandes, et moi non plus. Cette politique nous met à l'abri de l'embaras qu'on peut éprouver à se pencher sur des griefs personnels et à répondre à ce type de requêtes, ainsi que du danger inhérent à toute position suggérant un contrôle quelconque des entreprises au sein desquelles, en raison de notre grande quantité d'actions, on pourrait conclure à notre influence prépondérante. Cette politique s'est révélée sage, et je vous engage tous à la faire voir pour la protection de la famille. »

1935 marqua un tournant dans l'histoire de la Creole Petroleum et des autres sociétés qui contrôlaient la richesse pétrolière du Venezuela, car à la mi-décembre survint la mort de Juan Vicente Gómez, dictateur depuis 1908. Le régime de Gómez avait été l'un des plus sanglants et des plus corrompus de l'histoire de l'Amérique latine. Mais, tandis que les Vénézuéliens gémissaient sous sa botte, les compagnies pétrolières étrangères, elles, s'étaient enrichies. Pendant la grande prospérité des années vingt, au moment où il s'agissait d'obtenir des concessions dans le bassin de Maracaibo, Gómez leur avait accordé tout ce qu'elles demandaient — et avait été payé grassement en retour. A sa mort, le pétrole constituait 99 % des exportations vénézuéliennes. A côté de cela, près de 70 % des habitants étaient illettrés, 60 % vivaient dans des cahutes au sol de terre battue, et 32 % seulement avaient un emploi.

Les cercles des dirigeants pétroliers (où Nelson évoluait avec aisance) s'inquiétèrent des sévères lois de réforme votées par le nouveau gouvernement, à propos du pétrole, pour apaiser le mouvement nationaliste et revendicatif que la dictature de Gómez avait muselé pendant des dizaines d'années. Mais ils étaient bien plus inquiets encore de voir l'Hémisphère¹ tout entier, de plus en plus, soumis à une propagande politique qu'ils assimilaient au communisme. En 1937, le régime révolutionnaire bolivien nationalisa les biens de la Standard Oil et, l'année suivante, le gouvernement Cárdenas, au Mexique, agissant selon le programme des dirigeants travaillistes marxistes, amorça la nationalisation des intérêts pétroliers étrangers.

Le jeune Rockefeller était aux premières lignes dans cette lutte. Au printemps 1937, il partit faire une tournée des vingt pays d'Amérique latine: le clou du voyage fut la remontée de l'Orénoque, au Venezuela, dans un yacht de la Standard Oil. Il avait emmené avec lui Rovensky, Jay Crane (directeur de la Standard), sa femme Tod et son frère Winthrop (qui commençait lui aussi à s'intéresser au pétrole). Visite des propriétés de la Creole Petroleum, visite de Caracas, rencontres avec le général López Contreras, successeur de Gómez, avec son cabinet au grand complet et, en deux soirées, avec les gouverneurs de quatre provinces vénézuéliennes: Nelson, ravi, annonça à ses parents: « A moins d'événements imprévus, le Venezuela me paraît devoir être politiquement un des pays les plus sains du monde — et certainement saturé de pétrole. »

Ce voyage marqua un tournant dans sa vie. Il y trouva l'« affaire sensationnelle » qu'il cherchait depuis longtemps. Après Caracas, il suivit un cours accéléré d'espagnol à l'école Berlitz; c'eût été mal le connaître que de voir là un enthousiasme passager. Rien n'était plus sérieux pour lui que l'Amérique latine. Il réunit les directeurs de la Jersey afin de leur faire partager ses vues sur la crise et sur la nécessité de saisir l'occasion: il les exhorta à une politique sociale plus active, faisant remarquer que les biens de la Jersey dépendaient de la volonté du peuple et des lois des gouvernements.

1. Ce terme désigne, aux États-Unis, l'ensemble des pays d'Amérique latine. (N.d.T.)

Faute de reconnaître ses responsabilités sociales, « la Société se verrait un jour ou l'autre spoliée ».

Il était impossible à un pétrolier d'ignorer un Rockefeller, même âgé de trente ans à peine: mais le conseil d'administration de la Jersey, puissance indépendante, n'était pas non plus obligé de suivre ses conseils. Il s'était plié aux nouvelles lois du gouvernement vénézuélien et ne voyait aucune raison de se lancer dans la campagne de libéralisation que semblait recommander Nelson. Pourtant, Nelson ne se tint pas pour battu; il fit ses valises, se rendit au Venezuela et, se prévalant de son statut d'administrateur de la Creole Petroleum, exigea des cadres locaux qu'ils se montrent plus attentifs aux conditions locales. Avec sa fougue habituelle, il réclama la fin des manifestations les plus criantes de chauvinisme culturel qui caractérisaient le comportement du business américain à l'étranger.

Ces vétérans du monde du pétrole se trouvèrent soudain harcelés par l'héritier Rockefeller, qui passa des semaines à inspecter leurs entreprises et à leur expliquer que, loin de manifester un vague idéalisme, les changements qu'il préconisait visaient à éviter une éventuelle mainmise des communistes, qui risquaient d'aboutir à une spoliation totale comme au Mexique. (« Il ne lisait guère, rapporte Carl Spaeth, son collaborateur vénézuélien, mais il avait lu un livre sur les mésaventures d'Esso au Mexique, et en avait été vivement impressionné. Il entendait que nous le lisions tous et gardions ce précédent présent à l'esprit. »)

Nelson trouva des alliés modérés en la personne d'Arthur Proudft, directeur général de la Creole, et d'Eugene Holman, président de son conseil d'administration. (Par la suite, Holman devint président de la Jersey, et Proudft se hissa jusqu'à la présidence de la Creole.) Ils sentaient bien, eux aussi, l'intensité de la révolte qui couvait en Amérique latine. Le problème, pour les sociétés pétrolières, dira plus tard Proudft, était de prouver aux Vénézuéliens « que nous apportons une contribution importante à la culture, à l'éducation et au bien-être général du pays ».

Ceux qui, dans l'administration de la Creole Petroleum, s'opposèrent aux idées du jeune Rockefeller ou prirent, bien à tort, ses manières enjouées pour de la faiblesse, se retrouvèrent transférés ailleurs, mis à la retraite ou relégués à un poste subalterne. Bientôt tomba le barbelé qu'on avait dressé autour des concessions de la Creole Petroleum dans le bassin de Maracaibo. Douze instructeurs de chez Berlitz furent engagés pour aider les directeurs et le personnel américain de la Compagnie à polir leur espagnol et à assimiler les rudiments de la culture vénézuélienne. Un programme de santé publique, semblable à ceux de la Fondation Rockefeller, fut mis en œuvre avec l'aide du gouvernement pour combattre l'anakylostomiase¹, la malaria et les autres maladies tropicales qui accablaient les travailleurs des concessions pétrolières.

1. L'anakylostome est un ver tropical qui produit chez ceux qu'il infecte un état léthargique permanent. (N.d.T.)

L'un des principaux griefs dont on chargea les sociétés pétrolières dans les années qui suivirent la mort de Gómez était celui d'avoir fait reposer l'économie vénézuélienne, par le boom pétrolier, sur l'exportation d'un produit unique, ce qui avait entraîné la ruine de l'agriculture, la flambée des prix et le naufrage de l'industrie locale. Pour lutter contre cet état de fait, tous les partis politiques du pays estimaient nécessaire de diversifier l'économie. Ouvrir les voies de cette diversification (tout en édifant une Société à grand rendement), tel fut le but de la nouvelle croisade de Nelson.

En 1940, il rassembla un groupe d'amis et de collaborateurs et constitua la Compania de Fomento Venezolano (Société pour le développement du Venezuela). Le capital initial était de 3 millions de dollars, dont un tiers venait de sa famille, un tiers de partenaires vénézuéliens et le troisième tiers des sociétés pétrolières. Nelson avait présenté à la Jersey cette idée visant à stabiliser l'économie vénézuélienne; on lui avait promis un investissement de 300 000 dollars s'il réussissait à obtenir des engagements similaires de la Gulf et de la Shell; à la grande surprise des administrateurs de la Jersey, il y était parvenu.

La première réalisation de la Compania fut un énorme hôtel, l'Avila, auquel Nelson consacra beaucoup de temps. Il fit lui-même des voyages éclair au Venezuela, tandis que cinq de ses lieutenants faisaient sans arrêt la navette entre New York et Caracas pour surveiller les progrès de la construction. Au cours de l'été 1940, Robert Bottome, que Nelson avait enlevé au service des loyers du Rockefeller Center, lui écrivit pour lui suggérer d'envisager d'autres investissements en même temps que cet hôtel¹.

Mais la guerre approchait et Nelson se demandait si de tels investissements seraient sûrs, quelle que fût la tournure des événements. Il envoya Carl Spaeth à Caracas pour étudier la situation. « Retarder des programmes comme les nôtres jusqu'après la guerre, répondit Spaeth par lettre, c'est perdre une excellente occasion de prendre de vitesse les intérêts commerciaux allemands, qui afflueront probablement ici, soutenus par des subsides importants, dans l'hypothèse où l'Allemagne gagnerait la guerre. »

Ce genre de *Realpolitik* ne manquait pas d'attrait pour un homme qu'effrayait beaucoup plus l'action des communistes sur les passions nationalistes en Amérique latine que les conséquences qu'aurait pour l'Hémisphère une éventuelle victoire allemande en Europe. Cependant, à l'approche de la guerre, la situation avait nettement changé dans le sous-continent et les ambitions de Nelson l'orientaient plutôt vers Washington. A

1. Peu après sa création, la Compania avait été contactée par Henry Linam, de la Standard Oil, qui suggérait qu'elle mit sur pied un service de forage pour l'eau; la Standard fournirait le matériel de forage, se réservant les droits d'exploitation sur toute découverte géologique autre que l'eau. « L'idée me séduit assez, écrit Bottome à Nelson. Une telle Société nous procurerait un prétexte parfait pour sillonner le pays, pour entrer en relation avec les milieux d'affaires et politiques locaux dans tout le Venezuela et, cela va sans dire, pour avoir l'œil sur toutes les possibilités qui pourraient s'offrir à nous. » Quelques mois plus tard, en juillet 1940, Bottome récrivit en proposant des investissements dans les domaines des produits pharmaceutiques, de l'amiante et des circuits de distribution alimentaire.

peu près à l'époque où il fondait la Compania, il rassembla un groupe de gens de son âge pour la plupart, qui partageaient à peu près ses vues et qu'il avait rencontrés lors de sa première tournée en Amérique du Sud. Les réunions qu'ils tenaient régulièrement sur la situation en Amérique latine et sur les plans à mettre en œuvre pour y faire face, ressemblaient à un conseil de guerre.

De vingt ans l'aîné, l'oncle Joe Rovensky était l'éminence grise du groupe. Rovensky avait un peu pâti du *New Deal* au moment de l'enquête sur la Chase et des auditions de Pecora, et persiflait les spécialistes qui entouraient Roosevelt; c'était à son avis « le genre d'hommes qui ne seront contents que lorsqu'ils auront mis le pays en coupe réglée ». Mais, sur les questions relatives aux économies nationales, il était l'expert des experts et, lorsque Nelson s'en fut à Washington pour entrer dans l'administration Roosevelt, Rovensky l'y suivit. Jay Crane, de la Jersey Standard, faisait également partie du groupe d'études, ainsi que Wallace Harrison, ce grand garçon laconique venu de Nouvelle-Angleterre qui s'était distingué en devenant l'architecte en chef du Rockefeller Center. Parmi ses contemporains, d'autres eurent plus d'influence sur le plan esthétique, mais « Wally » devait concevoir les plans de complexes immobiliers dépassant le milliard de dollars; il devint l'architecte attitré de la famille Rockefeller et de plus, pour Nelson, un collaborateur d'une fidélité à toute épreuve.

Il y avait enfin Beardsley Ruml, un économiste tchèque au large visage rubicond que Raymond Fosdick avait introduit dans l'orbite des Rockefeller plusieurs années auparavant et qui était à présent le principal élément intellectuel du Groupe (c'est ainsi que les profanes les désignaient; eux-mêmes préféreraient adopter le nom trouvé par Ruml : « la Junta »). Robert Moses a décrit Ruml comme « un gros homme rondouillard et tonitruant, pétillant d'esprit et de drôlerie, pédagogue dans l'âme, extrêmement simulant, un peu excentrique et pas toujours très modéré dans sa façon de s'exprimer ». Au début, le Groupe se réunissait chez lui, à Greenwich Village, puis chez Nelson, dans son appartement de la V^e Avenue. La crise mondiale s'aggravant, leurs discussions s'attachèrent à définir les grandes lignes d'une politique pour l'Hémisphère, qui fût compatible avec les idées de Nelson. Vers la fin du printemps 1940, Ruml, à la lumière de leurs discussions, avait concocté une sorte de livre blanc intitulé *Politique économique de l'Hémisphère* et où il ébauchait les mécanismes capables d'accroître le rythme des investissements américains en Amérique latine et d'empêcher les nazis, une fois la paix revenue, d'y gagner la bataille diplomatique à la même vitesse que leurs armées en Europe.

Le 14 juin 1940 au soir, Nelson se présenta à la Maison-Blanche avec son mémorandum de trois pages, qu'il remit au bras droit de Roosevelt, Harry Hopkins. Sur la demande de celui-ci, Rockefeller lut à haute voix ce texte qui commençait plutôt comme un manifeste que comme une simple recommandation politique : « Que la guerre se termine par la victoire des Allemands ou des Alliés, les États-Unis doivent protéger leur position internationale par

des mesures économiques propres à briser la concurrence résultant des pratiques commerciales des pays totalitaires... »

Moins d'un mois plus tard, le 8 juillet, alors que Nelson fêtait son 32^e anniversaire avec sa famille et ses intimes, le téléphone sonna; on l'appelait de Washington. C'était James Forrestal, chef de cabinet du président Roosevelt. Homme passionné et méfiant, Forrestal s'était déjà distingué comme l'« enfant prodige » de Wall Street en réussissant la fusion des Sociétés de construction automobile Chrysler et Dodge. Des années plus tôt, cité à comparaître par la Commission Pecora, il reconnut avoir manipulé à son profit des millions de dollars en titres étrangers, au moment de la grande prospérité des années vingt; mais, comme beaucoup de ceux que le président avait dénoncés comme des « impérialistes de l'économie », Forrestal avait fait amende honorable depuis en cautionnant (bien à contrecoeur) les réformes de Roosevelt, se mettant ainsi en réserve de la nation dans l'attente que sonne l'heure où le pays aurait besoin de lui.

Il téléphonait à Nelson pour lui demander s'il acceptait de venir à Washington prendre le poste, tout récemment créé, de coordinateur des affaires interaméricaines? Rockefeller demanda quelques jours de réflexion; il devait en référer à Wendel Wilkie, porte-drapeau des républicains à la présidence et dont la candidature, suscitée dans une large mesure par l'oncle Winthrop, était soutenue à grands frais par la famille Rockefeller. Mais, avant même de racrocher, il connaissait déjà la réponse : non seulement accepter ce poste était pour lui un devoir patriotique, comme le lui avait dit Wilkie, mais c'est lui-même qui en avait suggéré la création lors d'une conversation avec Harry Hopkins, un mois plus tôt à peine.

CHAPITRE XII

Enfant, Laurance Spelman Rockefeller avait toujours été le copain de Nelson; adulte, il le demeura. Mais, au moment de l'appel téléphonique de Forrestal, Laurance commençait à sortir de l'ombre de son frère et à devenir un grand jeune homme distingué promis à une belle carrière. Ses traits autrefois espiègles s'étaient affinés. Quelque chose, dans ce long visage au nez droit et aux yeux intelligents, rappelait le premier John Davison, quelque chose aussi dans le pli moqueur de la bouche où les gens étaient enclins, peut-être à tort, à lire un certain cynisme. Laurance, c'était à présent le genre d'homme parfaitement à l'aise en queue de pie dans un cadre arts-décos. Une raie tracée au cordeau, les cheveux coiffés à la perfection, il avait l'air dans son élément dans les cocktails où on le voyait tirer sur sa cigarette tout en étudiant à la dérobée les visages parmi la foule. Enfant, il se plaisait à bricoler les appareils pour voir à l'intérieur comment ils fonctionnaient; adulte, il manifestait le même intérêt pour les gens.

Son aisance dans la société ne devait rien à la familiarité naturelle d'un Nelson; cette façon de se faire valoir lui était étrangère. Pour lui, parler avec les gens était comme une agréable passe d'armes où il se plaisait à parer les tentatives visant à enfoncer ses défenses. Des cinq frères, c'est lui qui devait être le plus sensible au conflit entre le rôle social d'un Rockefeller et la personne privée que ce rôle mettait en danger. Il faisait montre, vis-à-vis de la famille, d'un agnosticisme tranquille : dans la même veine, ses réflexions l'avaient amené, au cours de son adolescence, à avouer des doutes concernant l'existence de Dieu, tandis que ses frères acceptaient tout bonnement les rites attachés aux convictions religieuses de leur père, même si leur contenu les dépassait. Plus que tous les autres, Laurance pensait par lui-même.

Il suivit John III à Princeton, où l'on dit aussi de lui qu'il était « éminemment apte à réussir ». Il se spécialisa en philosophie et suivit tous les cours possibles en ce domaine. Son diplôme de fin d'études s'intitulait : « Le concept de Valeur et sa relation avec l'Éthique. » Par la suite, toutefois, lorsque sa carrière le projeta sous les feux de la rampe, Laurance se détourna de Kant pour se pencher sur Norman Vincent Peale¹ (*la Puissance de la*

1. Le révérend N. V. Peale, né en 1898, prétendait aider les gens qui avaient des problèmes en mêlant aux préceptes de la religion les conseils des psychiatres. *La Puissance de la pensée positive* est un des manuels qu'il écrivit à cet effet. (N.d.T.)